

ALGER

Extract of Alger républicain

الجزائر
الجمهورية
الجمهورية

<http://alger-republicain.com/Le-projet-de-20-000-ha-a-El-Bayadh.html>

Le projet de 20 000 ha à El Bayadh ou l'arrivée de nouveaux colons dans le Sud du pays

- Actualité politique nationale - Pillage de l'économie algérienne -
Publication date: dimanche 11 juin 2017

Description:

Article publié dans la version papier du journal de Mai-Juin 2017



Le projet d'El Bayadh avait fait l'objet d'une enquête documentée de Ferhat Aït-Ali dont les termes ont été portés à la connaissance de l'opinion publique. Rappelons les conclusions : preuves à l'appui (noms et adresses, sites internet, parcours des dirigeants Ted Ayash et Dale Didion..), [...] la société américaine (AICG) a été créée pour la circonstance, qu'elle ne possédait ni actifs financiers, ni expérience dans le domaine agricole, et - cause aggravante - que ses principales activités avaient plus à voir avec le négoce d'armement, le recyclage des vétérans de guerre et les services de renseignements américains.

Sid Ali

Dans son édition du 11 mai 2017, le journal Liberté relaye le gestionnaire du groupe Lacheb dans la défense du projet agricole de 20 000 ha localisé dans la wilaya d'El Bayadh. Pas étonnant quand on sait que le propriétaire du journal Rebrab lui-même s'est également lancé via sa filiale Cevi-agro dans la course aux concessions et aux accaparements de terres publiques.



Le projet d'El Bayadh avait fait l'objet d'une enquête documentée de Ferhat Aït-Ali dont les termes ont été portés à la connaissance de l'opinion publique. Rappelons les conclusions : preuves à l'appui (noms et adresses, sites internet, parcours des dirigeants Ted Ayash et Dale Didion..), Ferhat Aït-Ali a montré que la société américaine (AICG) a été créée pour la circonstance, qu'elle ne possédait ni actifs financiers, ni expérience dans le domaine agricole, et -cause aggravante - que ses principales activités avaient plus à voir avec le négoce d'armement, le recyclage des vétérans de guerre et les services de renseignements américains. Comment peut-on à ce point balayer d'un trait de plume ces faits, ne pas avoir mis en place une commission d'enquête à la suite de ces révélations, pire prendre la défense de ce pseudo-consortium international et des groupes Lacheb et Tifrelait qui sont ses relais locaux en leur déroulant le tapis rouge lors de la Foire internationale d'Alger ?

Quelques informations sur le groupe Lacheb. Il bénéficie ces dernières années d'une bienveillance toute particulière des autorités qui pousse à se poser bien des questions.

Et d'abord qui se cache derrière le groupe Lacheb ?

Le patron du groupe Lacheb est issu d'une famille qui exerçait dans le commerce des fruits et légumes, en un mot gros mandataire en Mitidja, et cela avant qu'il ne se lance dans le commerce de la banane. Une visite dans ses locaux de Boufarik suffit pour comprendre d'où vient aujourd'hui la fortune amassée : une noria de camions se lancent à partir de sa plateforme de Boufarik sur les routes du pays pour distribuer aux grossistes la banane importée, plus de la moitié dit-on des volumes importées par le pays. Le propos du manager du projet « ce projet dérange les lobbies de l'importation » a de quoi faire rire ! Il faut savoir que le groupe a mis la main sur des fermes pilotes remarquables qui lui ont été concédées par le ministère de l'Agriculture : plus de 700 ha à Benchicao où le groupe a arraché un vignoble de qualité au prétexte que le pays ne consomme plus de vin ; une centaine d'ha de

Le projet de 20 000 ha à El Bayadh ou l'arrivée de nouveaux colons dans le Sud du pays

nectarine et d'agrumes à Boufarik, et d'autres terres à Mostaganem, à Chlef ... Le groupe est à la tête d'au moins 11 sociétés qui brassent les affaires les plus juteuses : fruits, légumes, entrepôts, transport, recyclage, emballages-conditionnement ... Comment donc expliquer cette générosité de l'Etat, sinon par une politique officielle qui ne donne qu'aux riches. Et puis tout le monde sait quelles complicités sont entretenues entre le patronat et les appareils d'Etat : même Alioui de l'UNPA y a été pour quelque chose dans le projet d'El Bayadh ... d'où il est originaire.

D'autres questions peuvent être posées. Le projet d'El Bayadh a été installé sur les terres du domaine de l'Etat d'origine Arch. Plus précisément les terres concédées appartenaient à l'origine aux fractions de la célèbre tribu des Ouled Sidi Cheikh durement réprimée après sa révolte en 1864 contre l'armée coloniale. Et là aussi, les mêmes propos que les défenseurs des colons sont tenus : « on a jamais vu une terre aussi riche » rapporte Liberté, qui a oublié l'histoire coloniale et le cortège de dépossession des paysans qui l'a suivi au prétexte que les arabes étaient paresseux. Les terres de Brezina et de dayat el bagra ne sont pas sans maîtres : des communautés d'éleveurs vivent de ces terres et exploitent depuis des siècles ces terres ouvertes à tous.

Préservez les droits historiques de ces tribus et rendons la parole aux éleveurs locaux, aux paysans de ces territoires ou aux techniciens et ingénieurs qui connaissent cette région : ils nous diront que ces terres soumises à l'aridité ne sont pas faites pour de tels projets, que Brezina n'est pas la Bretagne ou la Californie, qu'il ne pleut dans le meilleur des cas que 250 mm/an, qu'il gèle en hiver, que la chaleur atteint plus de 35°C en moyenne l'été que les vaches laitières (20 000 vaches !) n'ont pas leur place dans ce milieu. De nombreuses organisations s'appuyant sur des recherches scientifiques remettent en question la viabilité de tels méga projets (résistance contre les projets de mille vaches en France par exemple). Pourquoi les américains n'ont-ils pas expérimenté en Arizona ce qu'ils se proposent de faire chez nous ?

Quel gâchis pour l'environnement ! Ces terres seront dégradées dans moins d'une dizaine d'années, comme l'ont été celles d'Adrar après la loi Chadli de l'accession à la propriété foncière par la « mise en valeur » dans les années 1980-90. Pollution des nappes et des sols par le sel, le désastre écologique que cette loi a provoqué est notoirement connu. A quoi auront donc servi les efforts du HCDS qui s'est efforcé de mettre en défens ces terres pour les préserver de la désertification ? Des ressources en eau d'un barrage ou de nappes profondes destinées en priorité aux hommes et à leurs moutons vont être détournées par un seul groupe d'affaires dont le pari n'est pas risqué puisqu'il puisera ses ressources financières à la BADR.

Et depuis quand le secteur privé spéculatif fait-il de la sécurité alimentaire une affaire politique, depuis quand s'intéresse-t-il à l'emploi des jeunes ? Depuis qu'on lui concède gratuitement les richesses de ce pays, sol, eau, crédits et force de travail à bon marché.

Sid Ali